

est un peu plus âgé, ait droit à la pension tandis que l'épouse qui n'a jamais travaillé à l'extérieur n'y a pas droit. Leur famille est élevée et il n'existe aucun autre moyen de subsistance pour ce couple que la pension du mari. A cet âge, il n'est pas question pour la femme de chercher du travail, parce qu'il n'y en a pas pour elle. Même si elle le faisait, son vieil époux resterait seul. Cette femme rend un service immense. Elle s'occupe de son mari en lui donnant ses repas et d'autres services dont s'occupe habituellement la femme. Dans de nombreux cas, elle assure également les services médicaux dont il a besoin. Elle joue un rôle d'infirmière et elle surveille une foule de services que l'État serait autrement forcé d'offrir.

Une telle femme devrait être payée pour le genre de services qu'elle rend. Si elle n'était pas là, la société devrait payer des gens pour venir faire ce qu'elle fait. Le moindre que pourrions faire serait de voir à ce qu'elle reçoive une pension, elle et son mari, nonobstant le fait qu'elle n'a pas atteint l'âge d'admissibilité. J'espère que nous pouvons le faire.

J'ai decelé hier sur certains visages, lorsque mon collègue a fait valoir que le montant de cette pension devrait être de \$200, quelques sourires incrédules et des regards de franc désarroi. On semblait se demander où tout cela finirait. Présentement, il ne peut y avoir aucune fin parce que nous versons l'eau dans un panier. Nous relevons les pensions des personnes âgées. Nous relevons les pensions des anciens combattants et nous avons un projet de loi en vue de relever les pensions de certains fonctionnaires. Plusieurs autres changements se présentent tous les jours et nous continuons à verser de l'eau dans le panier parce que lorsque le pensionnaire âgé recevra sa première enveloppe d'ajustement de pension, soit en octobre, les exploitants de supermarchés, les propriétaires et les autres forces de la collectivité qui commandent les moyens de vie viendront arracher cette augmentation aux personnes âgées.

C'est ce qui arrive partout. Je crois qu'il est grand temps que nous envisagions le fait qu'il ne sert à rien de donner toutes ces augmentations si on se les fait arracher aussitôt que nous les accordons. Nous prenons maintenant des mesures pour subventionner le pain et le lait et usons d'une certaine persuasion morale afin de limiter le prix de l'huile de chauffage. Je vous dis, toutefois, que ce n'est pas assez. J'ai entendu d'un bout à l'autre du pays—et non seulement dans les milieux socialistes ou du NPD—une clameur constante pour que les secteurs de l'alimentation qui se rapportent à la nutrition et aux régimes alimentaires soient retirés du circuit de distribution à profit et deviennent des services publics.

● (1610)

Je commence à en entendre parler, non seulement aux tribunes téléphoniques mais au cours de discussions sérieuses à la radio et à la télévision. Après tout, nous en viendrons là un de ces jours. Nous y sommes venus il y a bien des années à propos de l'eau. L'eau est l'une des choses essentielles à la vie, et pourtant personne d'entre nous ne s'inquiète ou passe des nuits blanches à la pensée que le prix de l'eau augmentera le lendemain ou que l'une des entreprises de traitement de l'eau coupera l'herbe sous le pied des concurrentes, augmentera le prix et fera aussi augmenter le prix pratiqué par ses concurrentes. Aucun de nous ne craint que l'eau soit adultérée. Nous nous préoccupons beaucoup de la pollution, mais c'est tout autre chose. Personne ne craint que l'on mêle des additifs à l'eau pour la rendre plus limpide ou pour qu'elle se vende davantage

### *Sécurité de la vieillesse*

de manière que telle entreprise puisse réaliser des bénéfices. C'est ce genre d'absurdité qui sape nos efforts pour assurer la sécurité des gens au moyen des pensions, ce genre d'absurdité avec les aliments essentiels.

Le pain, le beurre, le lait et les aliments protéiques comme la viande, le fromage, les oeufs et le poisson sont des aliments qui aujourd'hui font l'objet de spéculation de la même façon que les gens misent sur les chevaux à une foire. Je vous avoue franchement que tant que nous, en notre qualité de députés, ne commencerons à nous préoccuper du problème de savoir comment retirer ces denrées alimentaires essentielles des mains des gens qui en font des articles de spéculation—spéculation qui commence dès le premier maillon de la chaîne de distribution des aliments, depuis le point où les premiers transporteurs prennent ces aliments en charge jusqu'à leur étalage au supermarché—nous constaterons que nos efforts pour assurer la sécurité des personnes âgées et autres resteront vains. Nous devons trouver les moyens de mettre fin à cet état de choses.

Je suis allée dans les supermarchés plus souvent dernièrement et j'y ai vu des choses qui m'ont bouleversée. J'ai surveillé des personnes âgées et des mères de famille accompagnées de jeunes enfants qui poussaient leurs voitures entre les rayons. J'ai lu l'espoir dans leur regard. Elles ne regardent pas les filets et les autres coupes chères. Elles s'arrêtent plutôt devant le boeuf haché, les saucisses viennoises et les petites coupes de viande. Puis, leur visage s'allonge et elles se prennent à désespérer parce qu'elles se rendent compte qu'elles ne peuvent plus se permettre d'acheter les choses qui ont toujours été essentielles pour leur existence.

Tant que nous ne fournissons pas aux personnes âgées, aux familles avec de jeunes enfants et à tous ceux qui ont un faible revenu les éléments d'un bon régime de base, nous ne pourrions résoudre le problème et assurer la sécurité des personnes âgées ni celle des autres Canadiens. Ce problème est intimement lié à la question de la sécurité sociale au Canada et comme c'est un sujet qui touche de près le bill que nous étudions, je n'ai aucune hésitation à l'aborder ici.

Ce projet de loi prévoit une certaine hausse pour les personnes âgées. La hausse est plutôt modeste mais on prévoit certaines augmentations trimestrielles. Si nous voulons les maintenir, il nous faudra adopter d'autres mesures dans d'autres domaines. Songeons à la question des loyers. J'aimerais bien qu'on trouve quelqu'un, peut-être un autre ministre ou même le même, qui puisse s'entretenir avec les ministres provinciaux intéressés. Dans ce cas-ci, ce devrait être le ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Basford), mais jusqu'ici il n'a pas vraiment semblé se rendre compte que les Canadiens à revenu faible ou modeste ne peuvent tout simplement pas se permettre de louer ou d'acheter une habitation aux prix actuels. Il faut qu'un ministre du gouvernement discute avec les provinces de la possibilité de ramener le coût du logement à un niveau abordable et fixe. Il nous faudra nous attaquer à la question tout importante des loyers. C'est ici que nous devons faire preuve d'initiative. Les provinces l'ont déjà dit:—bien que je ne l'aie pas entendu mentionner ici bien souvent—elles sont disposées à collaborer avec nous dans la mise en œuvre de n'importe quelle mesure d'initiative fédérale apte à enrayer l'inflation. Il est grand temps que le gouvernement fédéral mette au point des mesures propres à assurer le logement aux Canadiens et à maintenir l'ensemble des prix d'achat des nouvelles maisons à la portée des bourses des personnes à